

Construisons nos jours heureux !

Pour la Planète et l'Humain

Alors que notre pays traverse une crise sanitaire, économique et sociale historique, toutes nos pensées vont d'abord aux personnes les plus touchées, aux soignant·e·s en première ligne, ainsi que vers l'ensemble des travailleurs·euses et bénévoles mobilisé·e·s pour assurer la continuité des services essentiels à la vie quotidienne de toutes et de tous. Nous pensons aussi aux personnes qui ont succombé au Covid 19 ainsi qu'à leurs familles.

Nous, collectifs, organisations associatives, syndicales ou politiques de Loire-Atlantique, exigeons que les autorités locales et nationales prennent leurs responsabilités face à l'urgence sanitaire, dans le respect des droits fondamentaux. Nous proposons un autre chemin, à l'inverse des dérives nationalistes et individualistes.

L'urgence sanitaire actuelle nécessite, après une mobilisation tardive et une communication opaque de l'exécutif, que les autorités prennent les mesures nécessaires pour protéger l'ensemble des citoyen·ne·s.

- Nous exigeons de la préfecture de la Loire-Atlantique l'arrêt de toutes activités économiques non essentielles, qui ne peuvent être réalisées à distance, qui ne sont pas reliées à la gestion de la crise sanitaire.
- Nous exigeons la réquisition de tous les masques détenus par les entreprises non essentielles et leur transfert aux équipes soignantes et aux salarié·e·s dont l'activité est nécessaire. Nous exigeons le dépistage de tous les salarié·e·s qui travaillent, un renforcement des moyens de contrôle de l'inspection du travail sur les conditions sanitaires et un droit de veto des instances représentatives du personnel sur la continuité des activités.
- Nous exigeons la rémunération à 100 % de tou·te·s les salarié·e·s placé·e·s en activité partielle, la prise en charge à 100 % des arrêts de travail pour garde d'enfant, et la prise en charge en accident de travail des salarié·e·s contaminé·e·s.
- Toutes les structures économiques ne vivent pas la crise de la même manière. Un soutien particulier doit être apporté aux petites structures de l'économie sociale et solidaire, ainsi qu'aux TPE et PME de notre territoire pour qu'elles puissent faire face à la crise sanitaire.
- Nous exigeons l'interdiction de versements de dividendes aux actionnaires : il n'est pas acceptable que les grandes entreprises persistent à rémunérer les actionnaires dans cette période de crise sanitaire et économique.
- Nous exigeons l'annulation des dérogations au code du travail et la reconnaissance du droit de retrait lorsque la sécurité sanitaire n'est pas garantie.
- Nous exigeons de l'ARS et du Conseil départemental une communication précise des mesures prises dans le cadre du plan bleu et exigeons le renforcement des moyens humains et matériels dans les EHPAD.
- Nous revendiquons une hausse conséquente du salaire, et non des primes temporaires, pour les personnels soignants et les travailleur·eu·ses les plus exposé·e·s, souvent les plus mal rémunéré·e·s.
- Dans les publics particulièrement impactés par le confinement et la période qui suivra, le chômage partiel n'est pas adapté à toutes les situations, notamment celles des artistes et technicien·ne·s intermittent·e·s du spectacle. De plus, ils risquent, si rien n'est fait, d'être exclu·e·s, en grand nombre, du régime de l'intermittence. Nous exigeons le déploiement d'un plan de soutien dédié car c'est aussi tout le tissu culturel et de la création qui est ainsi menacé.

La focalisation des moyens hospitaliers sur la lutte contre la pandémie, ne doit pas remettre en cause les droits des femmes, particulièrement le droit à l'Interruption Volontaire de Grossesse. Certes, l'allongement des délais pour l'IVG médicamenteuse en ville a été voté à 7 semaines de grossesse et est possible par téléconsultation. Certes, l'IVG reste un soin urgent pratiqué dans les services en toute sécurité. Mais l'accès y est inégal selon les endroits et selon les situations (mineures, migrantes etc). Il faut garantir qu'à la sortie du confinement, toute femme qui souhaiterait interrompre sa grossesse puisse le faire sur le territoire français. Les femmes et les enfants sont aussi durement touchés par le confinement, qui a provoqué un accroissement significatif des violences. Tous les moyens nécessaires doivent être donnés aux associations prenant en charge les femmes et les enfants victimes de violences pour assurer leur mise en sécurité.

Un toit c'est un droit et c'est une priorité de santé publique ! Bien avant cette crise, la situation des sans-abris et des mal-logé·e·s demandait des mesures fortes pour le logement des ménages défavorisés. L'épidémie de Covid 19 ne fera qu'accentuer les inégalités sociales face à l'habitat. Nous exigeons de toute urgence :

- De proposer à chaque sans-abri un hébergement, tout en développant l'accompagnement social ;
- Qu'aucune remise à la rue ne soit faite pour les hébergé·e·s, sans garantie d'un logement ou d'un hébergement et d'un accompagnement social renforcé ;
- Que le préfet, les mairies, réquisitionnent tout habitat vacant pour y parvenir ;
- Un moratoire de plusieurs mois à 1 an sur tous les impayés de loyers, les expulsions en cours ou à venir, et les factures d'énergie et de communication ;
- Le renforcement des aides au logement (AL, APL, FSL) pour un reste à charge minimum (10% du revenu disponible) pour les ménages en précarité ;
- La création d'un service public de l'habitat pour la régulation du marché locatif, du foncier, et la mise en œuvre d'une politique de logement pour toutes et tous ;
- L'encadrement des loyers, à la baisse, est une priorité pour atteindre 30% maximum du budget disponible des ménages. Le logement doit être d'usage, et non pas un bien de capitalisation pour rentier ou rentière ;
- La gravité de la crise sanitaire rend encore plus cruciale la prise en compte des conditions de vie de tous les immigré·e·s et réfugié·e·s sans papiers, dont beaucoup d'enfants. Ils/elles doivent être régularisé·e·s.

L'État d'urgence sanitaire ouvre aujourd'hui la porte à la restriction abusive de nos libertés individuelles. Les ordonnances du gouvernement sont appliquées sans possibilités de contrôle citoyen et de contre-pouvoir effectif. Nous ne sommes pas en guerre comme l'a affirmé Emmanuel Macron, mais face à une pandémie. Il ne faut pas pénaliser les citoyen·ne·s par une surveillance généralisée, mais plutôt généraliser les moyens de protection et de tests vis-à-vis du virus. Face aux dérives en termes de surveillance généralisée et de surenchère sécuritaire, nous appelons les citoyen·ne·s à :

- Refuser tout système de traçage contraire au respect de la vie privée qui enregistrerait et centraliserait des informations personnelles et de géolocalisation.
- Veiller à leurs libertés et dénoncer des contrôles qui s'avéreraient non justifiés.
- Surveiller les interpellations policières en posant des questions voire en filmant celles qui seraient problématiques.

Fidèles à l'idéal commun de la Déclaration Universelle des Droits Humains -que la France s'est engagée à mettre en œuvre-, nous invitons avocats et juristes à se mettre au service des celles et ceux qui seraient victimes de tels actes. Les mesures d'exception ne doivent pas s'ancrer dans le droit commun.

La crise que nous traversons nécessite une rupture avec l'actuelle conception capitaliste de l'économie et de la mondialisation néolibérale. Le "jour d'après" annonce l'impérieuse nécessité de transformations écologiques, sociales et démocratiques.

- Cette crise est révélatrice du délitement progressif du tissu productif essentiel à la vie du pays. Pour garantir notre indépendance, l'emploi et préserver notre environnement, nous réaffirmons la nécessité de relocaliser l'économie au plus près des besoins. Cela passe entre autres par la reconquête industrielle de nos territoires tout en redonnant du pouvoir aux salarié-e-s dans leurs entreprises et services publics.
L'impératif écologique devra irriguer plus que jamais l'ensemble de nos actions et de nos politiques pour répondre au changement climatique et lutter contre la destruction de nos écosystèmes. Nos industries et l'ensemble de notre tissu économique doivent engager une transformation écologique radicale, le développement d'énergies propres et renouvelables, avec l'implication et la formation des salarié-e-s. La relance économique d'après-crise sanitaire sera un moment clé pour l'avenir de la planète et la lutte pour la justice climatique !
- Les mesures nécessaires à la gestion de cette crise ne sont pas sans coût. C'est pourquoi nous réaffirmons la nécessité d'une lutte déterminée contre l'évasion fiscale. Nous exigeons une participation solidaire à hauteur de leurs moyens des plus grandes fortunes de ce pays, ainsi que des revenus financiers à l'effort nécessaire à la sortie de cette crise et au redressement du pays. Cela passe par exemple par le rétablissement immédiat de l'I.S.F. Afin d'en faire un des outils de justice sociale et de redistribution, nous militons pour une réforme de la progressivité de l'impôt sur le revenu.
- La future récession économique et financière rend urgente la réduction du temps travail – à 32h par semaine, avec une 6^{ème} semaine de congés payés et une retraite dès 60 ans – qui reste la solution d'avenir. L'égalité d'accès à l'emploi, d'évolution de carrière et de salaire entre les femmes et les hommes, et la lutte contre les discriminations, demeurent des combats à mener. La réforme des retraites et celle de l'assurance chômage doivent être abandonnées. Elles aggraveraient les inégalités et accentueraient la paupérisation. Refusons les cures d'austérité, choisissons le partage plutôt que la loi du plus fort.
- Cette crise renforce la nécessité de changer de modèle agricole dominant, de concentrer la production agricole sur notre sécurité alimentaire, en privilégiant des formes d'agriculture paysanne, durable et biologique permettant le respect de la biodiversité et le rythme des sols. Nous devons, dès aujourd'hui, apporter localement un soutien par des aides à la conversion (en complément aux aides nationales) et l'organisation de la consommation par circuit-court. Cette transition ne sera possible, qu'à la condition d'avoir des paysan-ne-s nombreux-ses sur des fermes à taille humaine.
- Le creusement des inégalités qui découle directement des fermetures des écoles doit être une préoccupation majeure. Nous demandons le recrutement de personnels, sous statut fonction publique d'État et territoriale, afin d'augmenter la présence d'adultes par élèves dans les classes et les établissements scolaires. La crise a mis à jour l'incapacité de nombre de familles à accéder à Internet, posséder un ordinateur ou une tablette. L'accès numérique doit être traité comme un service essentiel public et non marchand. Nous demandons un total réengagement de l'État dans ce secteur.
- Nous voulons redonner aux collectivités locales les moyens nécessaires pour répondre aux besoins des populations en cette période de crise.
- Nous devons renforcer partout où c'est possible les politiques de solidarités à l'inverse des logiques de compétitions qui prévalent aujourd'hui. Nous devons prévoir en Loire-Atlantique un plan massif de développement du parc de logement social.

Les gouvernements successifs ont mis en œuvre des plans d'économie sur la santé, diminuant les moyens humains, financiers et matériels. L'hommage aux soignant-e-s ne saurait masquer la gravité de ces choix et leur responsabilité dans l'insuffisance des moyens actuels pour répondre à la pandémie. Parce que le système de santé n'est pas viable, et parce que les personnels de santé sonnaient l'alarme

depuis longtemps, nous nous engageons, au sortir de cette crise, à transformer les applaudissements de soutien en actes concrets. Un service public demande des moyens, humains, financiers, pour les conditions de travail des soignant-e-s et pour la vie des patient-e-s.

De la même façon, la crise sanitaire a mis en évidence le manque de moyens alloués à la recherche publique dans la santé et en général. Il nous faut un plan d'investissement massif et pérenne dans toute la recherche publique pour porter l'effort budgétaire afin de pouvoir anticiper les futures crises, et d'accompagner la nécessaire transition écologique.

En Loire-Atlantique, le cap actuel de réduction de 353 lits et 800 personnels au CHU n'est pas tenable si l'on tire les conséquences de la crise actuelle. Nous exigeons un moratoire sur la réduction de l'offre de soins pour repenser le projet de CHU, ainsi qu'une réflexion complète pour un nouveau maillage territorial de la santé sur notre département.

Les services publics sont notre bien commun. Nous devons élargir le champ des possibles, et exiger plus généralement des collectivités locales et de l'État que les besoins essentiels à la vie en société ne soient plus soumis aux intérêts privés, mais réappropriés pour l'intérêt général.

Nous avons conscience de la nécessité d'avancer unis dans la prochaine période pour remettre l'Humain et la Planète véritablement au cœur des politiques de demain. C'est le sens de cette tribune collective, de ces revendications communes pour préparer ensemble le fameux "jour d'après", que nous voulons emplir d'espoir en de nouveaux "jours heureux"*.

L'heure est à l'organisation de la solidarité et de l'entraide. Si l'on veut imaginer une réelle sortie de crise, ce sont ces valeurs qu'il faut faire vivre dès maintenant, et bien plus encore dès la fin du confinement. Restons mobilisé-e-s chez nous durant le confinement et, dès que cela sera possible, dans l'espace public avec toutes les forces progressistes présentes sur notre territoire.

Un autre modèle de société est nécessaire.

Signataires en Loire-Atlantique : Alternatiba Nantes, Attac 44, l'Autre Cantine Nantes, AVEC - association de veille écologiste et citoyenne, CCFD-Terre Solidaire 44, Citoyens pour le Climat et le Vivant Nantes, Collectif nantais du refus de la misère, Droit Au Logement 44 (DAL44), Extinction Rebellion Nantes, Fakir, I-boycott Nantes, Ingénieurs sans frontières Nantes, GIGNV, Notre Affaire à Tous-Nantes, Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) 44, Planning Familial 44, Youth For Climate Nantes, Union Départementale CGT 44, Confédération paysanne 44, Solidaires 44, Collectif citoyen Saint Herblain à Gauche Toute / Sant Ervlan a-Gleiz Penn da Benn, EELV 44, Ensemble ! 44, La France Insoumise 44, Gauche Démocratique et Sociale 44, Gauche Républicaine et Socialiste 44, Génération-s 44, Nantes en Commun-e-s, Nouvelle Donne 44, Parti Communiste Français 44



* titre du programme du Conseil National de la Résistance.